

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Josiane Alarie, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de La Conception pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 21 mars 2025 _____

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de Municipalité de La Conception

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés de Municipalité de La Conception (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Municipalité de La Conception au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de l'actif net et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Municipalité de La Conception inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations qui sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- J'obtiens des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Je suis responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assume l'entière responsabilité de mon opinion d'audit.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

[Original signé par]

Daniel Tétreault, CPA inc.
Amos, le 21 mars 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	4 949 996	5 201 255	4 845 832
Compensations tenant lieu de taxes	2	55 826	55 826	52 990
Quotes-parts	3		166 724	
Transferts	4	608 956	5 298 671	1 334 866
Services rendus	5	216 250	319 369	174 088
Imposition de droits	6	275 500	838 855	482 917
Amendes et pénalités	7	16 500	34 031	38 035
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	95 500	167 536	180 505
Autres revenus	10	49 507	344 987	409 700
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12		51 155	
	13	6 268 035	12 478 409	7 518 933
Charges				
Administration générale	14	1 190 591	1 135 595	1 125 823
Sécurité publique	15	948 351	923 746	815 521
Transport	16	2 261 054	2 294 839	2 050 054
Hygiène du milieu	17	809 476	1 003 173	761 966
Santé et bien-être	18	74 230	51 814	1 904
Aménagement, urbanisme et développement	19	579 629	508 256	581 120
Loisirs et culture	20	564 020	597 456	529 583
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	196 540	165 917	174 583
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	6 623 891	6 680 796	6 040 554
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(355 856)	5 797 613	1 478 379
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		15 617 427	14 139 048
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		15 617 427	14 139 048
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		21 415 040	15 617 427

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	543 205	369 083
Débiteurs (note 5)	2	8 515 865	3 963 432
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	9 059 070	4 332 515
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 674 083	44 083
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 712 820	727 264
Revenus reportés (note 11)	12	695 553	412 314
Dette à long terme (note 12)	13	4 038 504	4 346 696
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	10 120 960	5 530 357
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 061 890)	(1 197 842)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	22 186 294	16 541 664
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	42 208	42 208
Stocks de fournitures	20	177 155	164 465
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	71 273	66 932
	23	22 476 930	16 815 269
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	21 415 040	15 617 427
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	21 415 040	15 617 427
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	21 415 040	15 617 427
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(355 856)	5 797 613	1 478 379
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	6 376 028)(	1 958 132)
Produit de cession	3		107 431	
Amortissement	4		773 108	746 010
(Gain) perte sur cession	5		(26 734)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		(122 407)	
	8		(5 644 630)	(1 212 122)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(12 691)	(18 854)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(4 341)	(6 669)
	13		(17 032)	(25 523)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		1	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(355 856)	135 952	240 734
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(1 197 842)	(1 438 576)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(1 197 842)	(1 438 576)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(1 061 890)	(1 197 842)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 797 613	1 478 379
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	773 108	746 010
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession d'immo	3.1	(26 735)	
▪ Arrondis	3.2	1	
▪ Éléments de restructuration	3.3	(71 252)	
▪ Éléments de restructuration	3.4	(51 155)	
	4	6 421 580	2 224 389
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(4 552 433)	(577 846)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	985 556	(255 486)
Revenus reportés	8	283 239	(244 809)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(12 690)	(18 854)
Autres actifs non financiers	12	(4 341)	(6 669)
	13	3 120 911	1 120 725
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	6 376 028) (	1 958 132)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	107 431	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(6 268 597)	(1 958 132)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	)	(
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	(
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	194 441	805 500
Remboursement de la dette à long terme	25 (	502 633) (	516 808)
Variation nette des emprunts temporaires	26	3 630 000	(258 746)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	3 321 808	29 946
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	174 122	(807 461)
Solde déjà établi	31	369 083	1 176 544
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	369 083	1 176 544
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	543 205	369 083

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**2024****2023**

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée et régie en vertu du Code municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable englobe les opérations financières de l'organisme sous le contrôle de la Municipalité, ce qui correspond à la part sous son contrôle dans le cas d'un partenariat.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs et passifs, les revenus et les dépenses consolidés ligne par ligne, de la « Régie de la Collecte Environnementale de la Rouge », partenariat auquel elle participe.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité des transactions aux livres de la Municipalité et des organismes contrôlés, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants des revenus et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Parmi les principales composantes des états financiers exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les durées de vie utiles des actifs à long terme, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers de la Municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie;
 Les débiteurs;
 Les prêts;
 Les placements de portefeuille;
 Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent;
 Les participations dans des entreprises municipales et partenariats commerciaux;
 Les actifs au titre des avantages sociaux.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésoreries, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que les marges de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements au titre d'investissements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.

Ils sont classés par grandes catégories :

Les insuffisances de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie;

Les emprunts bancaires;

Les créditeurs et charges à payer;

Les revenus reportés;

Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.

Les dettes à long terme;

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif aurait un impact négligeable sur les résultats des activités et sur la situation financière.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers consolidés. En effet, la Municipalité est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers consolidés dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.

Elles sont classées par grandes catégories :

- Les immobilisations;
- Les propriétés destinées à la revente;
- Les stocks de fournitures;
- Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 et 20 ans

Les immobilisations de la Régie sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Véhicules lourds	15 ans
Autres véhicules	5 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 ans

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité ou de la Régie de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charge à l'état des résultats et aucune reprise de valeur ne peut être constatée ultérieurement.

Les œuvres d'art ne sont pas constatés à titre d'immobilisations dans les états financiers, mais sont passés en charge au cours de l'exercice.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

Stocks de fourniture

Les stocks de fourniture sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus

Constations des revenus

Les taxes se rapportant à l'exercice visé sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus de services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traités par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les revenus de placement portefeuille sont comptabilisés

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

G) Avantages sociaux futurs

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versés à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite par financement salarial est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisés comme un régime à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les placements de portefeuille constitués en fonds commun cotés sur un marché actif et les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Revenus autres que les paiements de transfert et les recettes fiscales (chapitres SP 3400 et SP 3510)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du chapitre SP 3400 - Revenus du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public autres que les paiements de transfert (SP 3410) et les recettes fiscales (SP 3510).

L'adoption de ces nouvelles exigences n'a eu aucune incidence sur les états financiers autre que la présentation de l'information financière aux états financiers de la municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	496 247	369 083
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪ Organisme contrôlé	3.1	46 958	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	543 205	369 083
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	543 205	369 083
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 105 100 \$ (155 346 \$ en 2023) et les intérêts encaissés au cours de l'exercice s'élèvent à 114 159 \$ (106 957 \$ en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	438 211	473 983
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	13 738	13 502
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	7 523 816	3 051 873
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	172 637	61 943
Organismes municipaux	13	92 885	101 835
Autres			
▪ Intérêts et mutations	14.1	166 126	223 007
▪ Entreprises org. et ind.	14.2	100 847	37 289
▪ Organisme contrôlé	14.3	7 605	
	15	8 515 865	3 963 432
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 730 250	1 957 523
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 730 250	1 957 523
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	5 010	5 010
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	86 109	37 401
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	5 635 561	1 398 286
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 443 001	1 422 256
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	359 145	193 930
	27	7 523 816	3 051 873

Note

La valeur des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes municipales et tenant lieu de taxes, les mutations les amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme est d'un montant de 5 894 825 \$.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'une marge de crédit pour ses besoins de fonctionnement, au taux préférentiel majoré de 0,00 %. Le montant autorisé est de 300 000 \$ et le solde n'est pas utilisé au 31 décembre 2024.

La Municipalité dispose d'une marge de crédit au taux de 5,45 % pour financer ses travaux d'investissement dans l'attente du financement permanent. Au 31 décembre 2024, le solde est de 930 000 \$.

La Municipalité dispose d'une marge de crédit au taux de 5,45 % pour financer ses travaux d'investissement dans l'attente d'une subvention. Au 31 décembre 2024, le solde est de 44 083 \$.

De plus, la Municipalité dispose d'une marge de crédit au taux de 5,45 % pour financer ses travaux d'investissement dans l'attente du financement permanent. Au 31 décembre 2024, le solde est de 2 700 000 \$.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	972 928	517 475
Salaires et avantages sociaux	44	150 559	133 487
Dépôts et retenues de garantie	45	494 754	16 168
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	59 763	48 702
▪ Frais courus	47.2	20 641	11 432
▪ Organisme contrôlé	47.3	14 175	
	48	1 712 820	727 264

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	33 200	39 300
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ FRR - volet 4	54.1		12 124
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	361 801	197 828
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	294 202	163 062
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Fondation Tremblant - activités 2025	62.1	6 350	
	63	695 553	412 314

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	5,92	2025	2029	64	3 879 200	4 314 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		32 196
Autres					69	159 304	
					70	4 038 504	4 346 696
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	4 038 504	4 346 696

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		445 200		35 197	480 397
2026	74		1 414 300		31 046	1 445 346
2027	75		756 000		31 910	787 910
2028	76		1 004 200		23 822	1 028 022
2029	77		259 500		9 850	269 350
2030 et plus	78				27 479	27 479
	79		3 879 200		159 304	4 038 504
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		3 879 200		159 304	4 038 504

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	138 743	133 740
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	9 420	9 657
	90	148 163	143 397

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	(	)(
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	6 322 859	92 614		6 415 473
Eaux usées	102	2 072 207	30 472		2 102 679
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	8 943 206	303 176		9 246 382
Autres					
▪	104.1	925 835	57 135	4 959	978 011
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	891 189	11 760		902 949
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 669 747	42 322	160 327	1 551 742
Ameublement et équipement de bureau	109	198 704	1 930	36 553	164 081
Machinerie, outillage et équipement divers	110	1 802 259	91 401	104 390	1 789 270
Terrains	111	274 674	3 193		277 867
Autres	112	5 404			5 404
	113	23 106 084	634 003	306 229	23 433 858
Immobilisations en cours	114	336 811	5 742 025		6 078 836
	115	23 442 895	6 376 028	306 229	29 512 694
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	1 481 714	158 622		1 640 336
Eaux usées	117	698 017	51 436		749 453
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	2 193 665	244 247		2 437 912
Autres					
▪	119.1	348 606	51 760	4 959	395 407
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	528 671	17 781		546 452
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	882 096	136 587	193 581	825 102
Ameublement et équipement de bureau	124	151 313	16 223	36 553	130 983
Machinerie, outillage et équipement divers	125	611 745	96 452	112 846	595 351
Autres	126	5 404			5 404
	127	6 901 231	773 108	347 939	7 326 400
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	16 541 664			22 186 294
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	305 651		305 651	
Amortissement cumulé	130	(226 616)	()	(226 616)	()
Valeur comptable nette	131	79 035			

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	42 208	42 208
	135	42 208	42 208
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	42 208	42 208

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Divers	143.1	3 074	2 511
▪ Assurances	143.2	68 199	64 421
Autres			
▪	144.1		
	145	71 273	66 932

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces contrats s'établit à 5 894 996 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

2025 -	5 723 432 \$
2026 -	96 165 \$
2027 -	35 399 \$
2028 -	20 000 \$
2029 -	20 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Municipalité a conclu des accords à long terme, qui ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 15 600 \$ qui seront encaissés selon l'échéancier suivant :

2025 - 6 000 \$
 2026 - 6 000 \$
 2027 - 3 600 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

26. Instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, les taxes municipales et tenant lieu de taxes, les mutations des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme), ainsi qu'aux autres actifs financiers.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2024.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres des taxes à la consommation, les taxes municipales et tenant lieu de taxes, les mutations des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Le risque de crédit relatif aux taxes municipales à recevoir est réduit du fait que la municipalité a le pouvoir, en vertu des lois municipales, de procéder à la vente des immeubles pour non-paiement de taxes. Les taxes municipales sont évaluées à leur valeur de recouvrement nette, soit à la somme que l'organisme municipal s'attend à percevoir. La variation annuelle est imputée aux charges de l'exercice.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

L'organisme municipal estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie en lien avec la dette à long terme et leurs versements prévus pour les prochains exercices sont présentés à la note 12 du rapport financier de la dette à long terme.

Risque de marché

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipale est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

Les instruments financiers portant intérêt à taux variable sont les emprunts temporaires et les intérêts financiers portant intérêt à taux fixes sont les dettes à long terme ainsi que les débiteurs à recevoir à long terme.

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation ou d'une diminution de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent annuel lié aux activités de l'exercice 2024.

Au cours de l'exercice l'organisme n'a pas modifié son exposition au risque de taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt sur l'ensemble de la dette sont fixes et présentés à la note 12 du rapport financier.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	4 845 832	4 949 996	5 201 255		5 201 255
Compensations tenant lieu de taxes	2	52 990	55 826	55 826		55 826
Quotes-parts	3					166 724
Transferts	4	448 473	608 956	647 632		647 632
Services rendus	5	174 088	216 250	289 452		29 917
Imposition de droits	6	482 917	275 500	838 855		838 855
Amendes et pénalités	7	38 035	16 500	34 031		34 031
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	180 403	95 500	167 392		144
Autres revenus	10	74 036	49 507	96 254		7 849
Effet net des opérations de restructuration	11					51 155
	12	6 296 774	6 268 035	7 330 697		255 789
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	886 129		4 651 039		4 651 039
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17			206 243		206 243
Autres	18	335 664		34 641		34 641
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	1 221 793		4 891 923		4 891 923
	22	7 518 567	6 268 035	12 222 620		255 789
Charges						
Administration générale	23	1 104 653	1 170 591	1 097 576	22 926	15 093
Sécurité publique	24	657 388	939 536	919 177	4 569	
Transport	25	1 611 888	1 831 744	1 826 663	468 176	
Hygiène du milieu	26	537 317	616 081	646 803	194 154	162 216
Santé et bien-être	27	1 904	74 230	51 814		
Aménagement, urbanisme et développement	28	569 795	568 304	497 206	11 050	
Loisirs et culture	29	487 699	525 730	549 760	47 696	
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	174 583	196 540	159 542		6 375
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	746 010	701 135	748 571 (	748 571)	
	34	5 891 237	6 623 891	6 497 112		183 684
Excédent (déficit) lié aux activités	35	1 627 330	(355 856)	5 725 508		72 105

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 627 330	(355 856)	5 725 508	72 105	5 797 613
Moins : revenus d'investissement	2	(1 221 793)	()	(4 891 923)	()	(4 891 923)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	405 537	(355 856)	833 585	72 105	905 690
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	746 010	701 135	748 571	24 537	773 108
Produit de cession	5			105 769	1 662	107 431
(Gain) perte sur cession	6			(26 734)		(26 734)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	746 010	701 135	827 606	26 199	853 805
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(373 382)	(208 027)	(240 223)	(35 137)	(275 360)
	18	(373 382)	(208 027)	(240 223)	(35 137)	(275 360)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(83 514)	(70 000)	(98 957)	()	(98 957)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	20 000	42 000	41 238	1 335	42 573
Excédent de fonctionnement affecté	21	57 155	20 000	26 634	9 002	35 636
Réserves financières et fonds réservés	22	(9 402)	(129 252)	(148 646)	(1 672)	(150 318)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(15 761)	(137 252)	(179 731)	8 665	(171 066)
	26	356 867	355 856	407 652	(273)	407 379
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	762 404		1 241 237	71 832	1 313 069

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 221 793	4 891 923		4 891 923
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	303 228)(	1 024 953)(	) (	1 024 953)
Sécurité publique	3 (	) (	) (	) (	)
Transport	4 (	1 467 296)(	5 076 040)(	) (	5 076 040)
Hygiène du milieu	5 (	55 262)(	123 087)(	94 813)(	217 900)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	) (	) (	)
Loisirs et culture	8 (	132 346)(	57 135)(	) (	57 135)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	1 958 132)(	6 281 215)(	94 813)(	6 376 028)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	) (	) (	) (	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14			46 601	46 601
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	83 514	98 957		98 957
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	172 574		1 825	1 825
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	291 316	23 215	4 065	27 280
	19	547 404	122 172	5 890	128 062
	20	(1 410 728)	(6 159 043)	(42 322)	(6 201 365)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(188 935)	(1 267 120)	(42 322)	(1 309 442)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	369 083	496 247	46 958	543 205
Débiteurs (note 5)	2	3 963 432	8 508 260	7 605	8 515 865
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	4 332 515	9 004 507	54 563	9 059 070
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	44 083	3 674 083		3 674 083
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	727 264	1 698 645	14 175	1 712 820
Revenus reportés (note 11)	12	412 314	695 553		695 553
Dette à long terme (note 12)	13	4 346 696	3 879 200	159 304	4 038 504
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	5 530 357	9 947 481	173 479	10 120 960
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 197 842)	(942 974)	(118 916)	(1 061 890)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	16 541 664	21 995 273	191 021	22 186 294
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	42 208	42 208		42 208
Stocks de fournitures	20	164 465	177 155		177 155
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	66 932	71 273		71 273
	23	16 815 269	22 285 909	191 021	22 476 930
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 048 114	1 589 118	22 028	1 611 146
Excédent de fonctionnement affecté	25	58 634	191 000	8 055	199 055
Réserves financières et fonds réservés	26	408 055	1 033 485	10 305	1 043 790
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	) (	) (	) (
Financement des investissements en cours	28	(92 078)	(1 359 199)		(1 359 199)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	14 194 702	19 888 531	31 717	19 920 248
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	15 617 427	21 342 935	72 105	21 415 040
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 834 907	1 719 788	1 777 917	1 596 754
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	468 828	401 385	411 507	391 858
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	173 782	180 491	180 491	171 900
Autres biens et services	8	2 306 959	2 349 627	2 433 867	2 323 617
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	86 851	83 686	90 061	85 999
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	62 404	62 404	62 404	32 452
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	47 285	13 452	13 452	56 132
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	938 740	934 026	934 026	635 643
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	701 135	748 571	773 108	746 010
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Créances douteuses	21.1	3 000	3 682	3 963	189
Éléments de restructuration	21.2				
	22	6 623 891	6 497 112	6 680 796	6 040 554

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 611 146	1 048 114
Excédent de fonctionnement affecté	2	199 055	58 634
Réserves financières et fonds réservés	3	1 043 790	408 055
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	(1 359 199)	(92 078)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	19 920 248	14 194 702
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	21 415 040	15 617 427
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 589 118	1 048 114
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	22 028	
	11	1 611 146	1 048 114
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget	12.1	141 000	42 000
▪ Fonds de développement économique de La Conception	12.2	50 000	
▪ Mandat services urbanistiques	12.3		16 634
	13	191 000	58 634
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RCER	14.1	8 055	
	15	8 055	
	16	199 055	58 634

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Réserve eau potable	17.1	18 667	32 901
▪ Réserve eaux usées	17.2	30 115	22 066
	18	48 782	54 967
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	784 295	204 238
Organismes contrôlés et partenariats	22	10 305	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	213	2 713
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	33 000	22 000
Autres			
▪ Taxe verte	30.1	167 195	124 137
	31	995 008	353 088
	32	1 043 790	408 055

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪	55.1 (	)(
	56 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65 (	1 359 199)(	92 078)
	66	(1 359 199)	(92 078)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	22 186 294	16 541 664
Propriétés destinées à la revente	68	42 208	42 208
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	22 228 502	16 583 872
Ajustements aux éléments d'actif	73		3
	74	22 228 502	16 583 875
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	4 038 504)(	4 346 696)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	)	)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	1 730 250	1 957 523
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	2 308 254)(	2 389 173)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	2 308 254)(	2 389 173)
	83	19 920 248	14 194 702

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 () ()	
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()	
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 () ()	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 () ()	
Rendement espéré des actifs	33	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

Les employés syndiqués ont adhéré le 1er août 2016 et les cadres ont adhéré le 1er janvier 2017 à un régime de retraite par financement salarial. La cotisation de l'employeur est fixée d'avance et est de 9 % du salaire brut pour les employés syndiqués et de 10 % pour les cadres. Le solde des cotisations à verser y compris les paiements pour déficit est à la charge des participants.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	138 743	133 740
	110	138 743	133 740

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6	6

Description du régime

Six (6) élus de la municipalité participent au régime de retraite des élus municipaux. Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminés. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	2 795	2 865
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	9 420	9 657
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	9 420	9 657

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 764 203	3 981 139	3 679 609
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 764 203	3 981 139	3 679 609
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	86 733	89 685	83 651
Égout	13	55 533	55 962	53 881
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	345 286	359 328	351 549
Autres				
▪ Taxe verte	16.1	90 216	90 418	86 599
▪ S.Q. et Sécurité incendie	16.2	478 282	491 414	461 460
▪ Terrains camping	16.3	22 280	22 280	14 075
Centres d'urgence 9-1-1	17	9 000	10 366	8 962
Service de la dette	18	98 463	100 663	106 046
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 185 793	1 220 116	1 166 223
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 185 793	1 220 116	1 166 223
	27	4 949 996	5 201 255	4 845 832

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	48 670	48 670	48 670
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	48 670	48 670	48 670
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	7 156	7 156	4 320
	45	7 156	7 156	4 320
	46	55 826	55 826	52 990

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	27 200	10 651	2 137
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			264
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	297 166	282 695	246 206
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	8 993	8 993	11 127
Réseau de distribution de l'eau potable	64	11 027	11 027	11 663
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66	9 133	9 133	9 662
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73	9 000	45 069	22 687
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	75				
Autres	76				
Sécurité du revenu	77				
Autres	78	63 550	51 865	51 865	
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	79				
Rénovation urbaine	80				
Promotion et développement économique	81		8 024	8 024	15 287
Autres	82				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	83	2 000	2 281	2 281	2 000
Activités culturelles					
Bibliothèques	84				
Autres	85				
Réseau d'électricité	86				
	87	428 069	429 738	429 738	321 033

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88	772 602	772 602	241 001
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	3 836 708	3 836 708	572 749
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96	11 256	11 256	17 118
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106	30 473	30 473	55 261
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	4 651 039	4 651 039	886 129

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 129				
Péréquation 130				
Neutralité 131				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 132				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 133	103 000	140 007	140 007	105 002
Fonds de développement des territoires 134				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 135				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 136	77 887	77 887	77 887	22 702
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 137				
Autres 138				
	180 887	217 894	217 894	127 704
TOTAL DES TRANSFERTS 140	608 956	5 298 671	5 298 671	1 334 866

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152	4 850	5 593	5 593
Autres	153			5 267
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	4 850	5 593	5 593
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161		3 103	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162		24 581	
Tri et conditionnement	163			
Autres	164		872	
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169		28 556	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	4 850	5 593	34 149
				5 267

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	9 950	17 340	18 189
	188	9 950	17 340	18 189
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			1 308
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	71 850	100 595	3 878
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	71 850	100 595	5 186
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	3 500	3 500	7 000
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208		551	
Matières recyclables	209			
Autres	210		1 165	
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	3 000	17 688	4 875
	214	6 500	21 739	11 875

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	15 350	13 981	15 382
	224	15 350	13 981	15 382
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	107 400	129 773	117 734
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	350	431	455
Autres	227			
	228	107 750	130 204	118 189
Réseau d'électricité	229			
	230	211 400	283 859	168 821
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	216 250	289 452	174 088

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 232	21 500	36 742	36 742	29 225
Droits de mutation immobilière 233	243 000	784 686	784 686	438 283
Droits sur les carrières et sablières 234	11 000	17 427	17 427	15 409
Autres 235				
	236	275 500	838 855	482 917
AMENDES ET PÉNALITÉS 237	16 500	34 031	34 031	38 035
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS 239	95 500	167 392	167 536	180 505
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 240		26 734	26 734	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 242				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 243				
Contributions des promoteurs 244		206 243	206 243	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 245				
Contributions des organismes municipaux 246	1 850	1 504	1 504	1 540
Autres contributions 247			7 823	
Redevances réglementaires 248				
Autres 249	47 657	102 657	102 683	408 160
	250	337 138	344 987	409 700
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION 251			51 155	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	168 754	174 425		174 425	174 425	185 504
Greffé et application de la loi	2	6 000	5 474		5 474	5 474	9 748
Gestion financière et administrative	3	924 831	849 258	22 926	872 184	887 277	859 890
Évaluation	4	65 006	63 686		63 686	63 686	66 922
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Créances douteuses et autres	6.1	6 000	4 733		4 733	4 733	3 759
	7	1 170 591	1 097 576	22 926	1 120 502	1 135 595	1 125 823
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	335 937	335 937		335 937	335 937	313 960
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9	3 976	6 339		6 339	6 339	
Autres	10	433 934	410 125	4 569	414 694	414 694	332 585
Sécurité civile	11	9 000	10 366		10 366	10 366	15 683
Autres	12	156 689	156 410		156 410	156 410	153 293
	13	939 536	919 177	4 569	923 746	923 746	815 521
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 205 170	1 189 994	438 433	1 628 427	1 628 427	1 414 356
Enlèvement de la neige	15	564 457	548 916	26 814	575 730	575 730	551 762
Éclairage des rues	16	18 070	19 835		19 835	19 835	28 552
Circulation et stationnement	17	20 000	42 268		42 268	42 268	28 902
Transport collectif							
Transport en commun	18	23 547	25 650		25 650	25 650	19 426
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	500		2 929	2 929	2 929	7 056
	22	1 831 744	1 826 663	468 176	2 294 839	2 294 839	2 050 054

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	79 050	113 080	139 165	252 245	252 245	211 521
Réseau de distribution de l'eau potable	24	17 853	25 172	21 615	46 787	46 787	35 656
Traitement des eaux usées	25	49 190	56 545	33 054	89 599	89 599	77 454
Réseaux d'égout	26	8 683	8 508	320	8 828	8 828	7 932
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	54 000	57 109		57 109	154 617	45 995
Élimination	28	98 444	88 359		88 359	88 359	99 673
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	81 043	75 499		75 499	128 510	75 228
Tri et conditionnement	30	83 768	76 087		76 087	76 087	45 872
Matières organiques							
Collecte et transport	31	70 889	61 988		61 988	61 988	90 932
Traitement	32	12 243	12 557		12 557	12 557	11 645
Matériaux secs	33	55 323	51 581		51 581	63 278	53 757
Autres	34	1 000	47		47	47	1 360
Plan de gestion	35	4 595	4 871		4 871	4 871	4 941
Autres	36		15 400		15 400	15 400	
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	616 081	646 803	194 154	840 957	1 003 173	761 966
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41						
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	74 230	51 814		51 814	51 814	1 904
	45	74 230	51 814		51 814	51 814	1 904

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	562 740	489 104	11 050	500 154	500 154	560 585
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49						
Tourisme	50						
Autres	51		2 538		2 538	2 538	15 286
Autres	52	5 564	5 564		5 564	5 564	5 249
	53	568 304	497 206	11 050	508 256	508 256	581 120
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	227 072	222 630	613	223 243	223 243	213 486
Patinoires intérieures et extérieures	55	41 400	70 063	2 232	72 295	72 295	43 536
Piscines, plages et ports de plaisance	56						
Parcs et terrains de jeux	57	174 739	153 611	44 363	197 974	197 974	192 174
Parcs régionaux	58	17 918	41 539		41 539	41 539	19 400
Expositions et foires	59						
Autres	60						
	61	461 129	487 843	47 208	535 051	535 051	468 596
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	64 601	61 917	488	62 405	62 405	60 987
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66						
	67	64 601	61 917	488	62 405	62 405	60 987
	68	525 730	549 760	47 696	597 456	597 456	529 583

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	149 255	146 090		146 090	152 465	118 451
Autres frais	71						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	47 285	13 452		13 452	13 452	56 132
	74	196 540	159 542		159 542	165 917	174 583
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	701 135	748 571 (	748 571)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	92 614	92 614	
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	30 473	30 473	55 262
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	279 794	279 794	709 805
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	23 382	23 382	129 762
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	57 134	57 134	132 346
Autres infrastructures	11			17 479
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	5 752 914	5 753 786	340 998
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		42 322	
Ameublement et équipement de bureau	18	1 930	1 930	1 819
Machinerie, outillage et équipement divers	19	42 974	91 401	419 367
Terrains	20		3 192	151 294
Autres	21			
	22	6 281 215	6 376 028	1 958 132

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	30 473	30 473	55 262
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	246 682	246 682	989 392
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	92 614	92 614	
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10	113 628	113 628	
Autres immobilisations corporelles	11	5 797 818	5 892 631	913 478
	12	6 281 215	6 376 028	1 958 132

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	2 713		2 500	213
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 092 600		66 790	1 025 810
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 293 860		170 933	1 122 927
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	2 389 173		240 223	2 148 950
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 957 523		227 273	1 730 250
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 957 523		227 273	1 730 250
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 957 523		227 273	1 730 250
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17		194 441	35 137	159 304
	18	1 957 523	194 441	262 410	1 889 554
	19	4 346 696	194 441	502 633	4 038 504
Dette en cours de refinancement	20 (	)			)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	4 346 696	194 441	502 633	4 038 504

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	3 879 200
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 359 199
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	213
Débiteurs	8	1 730 250
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	3 507 936
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	159 359
Endettement net à long terme	14	3 667 295
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	373 485
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	4 040 780
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	4 040 780
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1	87 582	85 805	85 805	93 984
Évaluation	2	65 006	63 686	63 686	66 922
Autres	3	36 875	39 612	39 612	30 247
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	420 994	399 413	399 413	156 746
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	23 547	25 650	25 650	19 426
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	259 523	249 485	249 485	220 262
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16	775	731	731	749
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	22 465	24 132	24 132	23 526
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	17 918	41 539	41 539	19 400
Activités culturelles	23	4 055	3 973	3 973	4 381
Réseau d'électricité	24				
	25	938 740	934 026	934 026	635 643

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1	32 272	89 701
Charges sociales	2	7 986	22 214
Biens et services	3	6 196 594	1 846 217
Frais de financement	4	44 363	
Autres	5		
	6	6 281 215	1 958 132

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	6,74	35,00	12 206,28	603 885	148 737	752 622
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,64	35,00	12 033,06	352 543	81 425	433 968
Cols bleus	4	10,03	39,50	20 292,09	673 064	159 155	832 219
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	23,41		44 531,43	1 629 492	389 317	2 018 809
Élus	9	7,00			122 568	20 054	142 622
	10	30,41			1 752 060	409 371	2 161 431

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	8 993				8 993
Réseau de distribution de l'eau potable	3	11 027				11 027
Traitement des eaux usées	4		15 236	15 237		30 473
Réseaux d'égout	5	9 133				9 133
Autres	6	591 272	4 620 566	27 207		5 239 045
	7	620 425	4 635 802	42 444		5 298 671

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	10 472	10 453
	4	10 472	10 453
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	81 565	86 798
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	81 565	86 798
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	34 243	41 179
Réseau de distribution de l'eau potable	18	16 399	19 258
Traitement des eaux usées	19	6 702	5 910
Réseaux d'égout	20	10 269	9 244
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	(26)	428
Matières recyclables	22	(36)	576
Autres	23	(46)	737
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	67 505	77 332
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité			
	42		
	43	159 542	174 583

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Gaëtan Castilloux	1.1	Maire	24 574	12 287	9 648	4 824
Richard Harland	1.2	Conseiller	10 210	5 105		
André Leduc	1.3	Conseiller	9 555	4 777		
Hossein Falsafii	1.4	Conseiller	9 424	4 712		
Christelle Brassard	1.5	Conseiller	9 424	4 712		
Roxanne Lajoie	1.6	Conseiller	9 424	4 712		
Georges Belec	1.7	Conseiller	10 079	5 040	254	127

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 200 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 116 181 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 133 273 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 218 944 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 243 900 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 286 205 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 100 066 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 26 584 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 351 836 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 35 785 \$
 - Abords de routes 77 138 573 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 652 844 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ 4 545 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ 10 368 \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 953 962 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Achat d'équipements (Lift ciseaux, plaque vibrante, tracteur, compresseur à air) répartition des dépenses entre l'entretien d'été et d'hiver.
- Relatives à l'entretien d'été :
- Achat d'équipements (Lift ciseaux, plaque vibrante, tracteur, compresseur à air) répartition des dépenses entre l'entretien d'été et d'hiver.
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|-------------|
| a) Numéro de la résolution | 82 | 2025-03-048 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 83 | 2025-03-10 |

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- | | | |
|-------------------------------------|----|------------|
| a) Numéro de la résolution | 85 | 214-19 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 86 | 2019-11-11 |

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|--|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | |

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 255

- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 139

- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97 ☐ ☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-05-12

Nom du signataire : Josiane Alarie

Fonction du signataire : Directrice générale greffière-trésorière

Date de transmission au Ministère : 2025-05-16

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-14 11:30

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	6 296 774	6 268 035	7 330 697	255 789	7 586 486
Investissement	2	1 221 793		4 891 923		4 891 923
	3	7 518 567	6 268 035	12 222 620	255 789	12 478 409
Charges	4	5 891 237	6 623 891	6 497 112	183 684	6 680 796
Excédent (déficit) lié aux activités	5	1 627 330	(355 856)	5 725 508	72 105	5 797 613
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 221 793)(	) (	4 891 923)(	) (	4 891 923)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	405 537	(355 856)	833 585	72 105	905 690
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	746 010	701 135	748 571	24 537	773 108
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	373 382)(	208 027)(	240 223)(	35 137)(	275 360)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	83 514)(	70 000)(	98 957)(	) (	98 957)
Excédent (déficit) accumulé	12	67 753	(67 252)	(80 774)	8 665	(72 109)
Autres éléments de conciliation	13			79 035	1 662	80 697
	14	356 867	355 856	407 652	(273)	407 379
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	762 404		1 241 237	71 832	1 313 069

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	369 083	496 247	543 205
Débiteurs	2	3 963 432	8 508 260	8 515 865
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			
Autres	5			
	6	4 332 515	9 004 507	9 059 070
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	44 083	3 674 083	3 674 083
Créditeurs et charges à payer	9	727 264	1 698 645	1 712 820
Revenus reportés	10	412 314	695 553	695 553
Dette à long terme	11	4 346 696	3 879 200	4 038 504
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	5 530 357	9 947 481	10 120 960
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(1 197 842)	(942 974)	(1 061 890)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	16 541 664	21 995 273	22 186 294
Autres	17	273 605	290 636	290 636
	18	16 815 269	22 285 909	22 476 930
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	1 048 114	1 589 118	1 611 146
Excédent de fonctionnement affecté	20	58 634	191 000	199 055
Réserves financières et fonds réservés	21	408 055	1 033 485	1 043 790
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	)(	)(	)(
Financement des investissements en cours	23	(92 078)	(1 359 199)	(1 359 199)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	14 194 702	19 888 531	19 920 248
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	15 617 427	21 342 935	21 415 040

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget	1.1	141 000	42 000
▪ Fonds de développement économique de La Conception	1.2	50 000	
▪ Mandat services urbanistiques	1.3		16 634
	2	191 000	58 634
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	8 055	
	4	199 055	58 634
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Réserve eau potable	5.1	18 667	32 901
▪ Réserve eaux usées	5.2	30 115	22 066
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	784 295	204 238
Organismes contrôlés et partenariats	8	10 305	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	213	2 713
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	33 000	22 000
Autres			
▪ Taxe verte	14.1	167 195	124 137
	15	1 043 790	408 055
	16	1 242 845	466 689

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	3 507 936
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	4 040 780
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	213	2 713
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 122 927	1 293 860
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 025 810	1 092 600
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 730 250	1 957 523
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	159 304	
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	4 038 504	4 346 696

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	4 845 832	4 949 996	5 201 255	5 201 255
Compensations tenant lieu de taxes	13	52 990	55 826	55 826	55 826
Quotes-parts	14				166 724
Transferts	15	448 473	608 956	647 632	647 632
Services rendus	16	174 088	216 250	289 452	319 369
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	520 952	292 000	872 886	872 886
Autres	18	254 439	145 007	263 646	322 794
	19	6 296 774	6 268 035	7 330 697	7 586 486
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	886 129		4 651 039	4 651 039
Autres	23	335 664		240 884	240 884
	24	1 221 793		4 891 923	4 891 923
	25	7 518 567	6 268 035	12 222 620	12 478 409

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	1 170 591	1 097 576	22 926	1 120 502	1 135 595	1 125 823
Sécurité publique							
Police	2	335 937	335 937		335 937	335 937	313 960
Sécurité incendie	3	437 910	416 464	4 569	421 033	421 033	332 585
Autres	4	165 689	166 776		166 776	166 776	168 976
Transport							
Réseau routier	5	1 807 697	1 801 013	465 247	2 266 260	2 266 260	2 023 572
Transport collectif	6	23 547	25 650		25 650	25 650	19 426
Autres	7	500		2 929	2 929	2 929	7 056
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	154 776	203 305	194 154	397 459	397 459	332 563
Matières résiduelles	9	461 305	443 498		443 498	605 714	429 403
Autres	10						
Santé et bien-être	11	74 230	51 814		51 814	51 814	1 904
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	562 740	489 104	11 050	500 154	500 154	560 585
Promotion et développement économique	13		2 538		2 538	2 538	15 286
Autres	14	5 564	5 564		5 564	5 564	5 249
Loisirs et culture	15	525 730	549 760	47 696	597 456	597 456	529 583
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	196 540	159 542		159 542	165 917	174 583
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	5 922 756	5 748 541	748 571	6 497 112	6 680 796	6 040 554
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	701 135	748 571 (	748 571)			
	21	6 623 891	6 497 112		6 497 112	6 680 796	6 040 554

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	1 221 793	4 891 923		4 891 923
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 958 132)(	6 281 215)(	94 813)(	6 376 028)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)(	)(	)(	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4			46 601	46 601
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	83 514	98 957		98 957
Excédent accumulé	6	463 890	23 215	5 890	29 105
	7	(1 410 728)	(6 159 043)	(42 322)	(6 201 365)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(188 935)	(1 267 120)	(42 322)	(1 309 442)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14